

Débat de politique départemental porté par la majorité

« L'investissement moyen de relance départementale »

Intervention de Stéphane BARRE

Nous entendons vos arguments qui nous permettent, en effet, de considérer que par ses investissements, comme par ses marchés publics, sa commande publique, notre collectivité va prendre toute sa part dans la relance économique nécessitée par les conséquences de la crise COVID.

Elle le fera sans aucune rancune vis-à-vis d'un État qui pourtant continue d'affaiblir notre budget, de nous supprimer nos leviers financiers au profit de ce qui est à l'évidence un processus de recentralisation. En tout cas de perte d'autonomie des collectivités locales.

Et elle le fera sans aucune rancune vis-à-vis d'un gouvernement qui a fait le choix de baisser les impôts de production, alors même qu'il a déjà mobilisé des milliards d'argent public pour soutenir les secteurs économiques percutés par la crise. Mais visiblement « sauver les profits quoi qu'il en coûte » demeure sa règle absolue.

A l'arrivée, moins d'impôts de production, c'est moins de recettes pour les collectivités locales, donc moins de capacité à investir, alors même que ceux qui voient leurs impôts de production baisser, ont besoin des investissements de nos collectivités.

Décidément « En marche sur la tête ! »

Désolé, je vous ai déjà servi la formule lors de notre débat d'orientation budgétaire le mois dernier, mais je l'aime bien, elle résume à merveille la situation.

Pour en revenir à votre thème, mais je ne m'en suis pas tant éloigné avec cette introduction, nous saluons l'engagement de notre collectivité pour relancer l'économie.

Nous aurions souhaité qu'elle orchestre également une relance ambitieuse des solidarités, eu égard au niveau sans précédent, de la crise sociale touchant une part croissante de nos concitoyens, mais là pour le coup c'est raté. J'y reviendrais lors de l'examen du projet de budget.

En tout cas cela explique pourquoi la majorité départementale a choisi le thème de l'économie plutôt que celui des solidarités comme thème valorisant pour le débat qu'elle anime ce matin.

Nous retiendrons donc pour l'économie, les 162 Millions d'investissements réalisés cette année, et les 170 Millions prévus pour les années suivantes.

Mais si l'objectivité nous pousse à reconnaître cet effort dans un contexte dangereusement inquiétant pour l'avenir de nos finances, elle doit aussi vous pousser à un peu de modestie.

170 Millions injectés annuellement : c'est bien dans ce contexte. Et il faut le dire.

Mais ce n'est pas non plus exceptionnel.

En 2019, nous en avons mobilisé 159 Millions (dépenses réelles d'investissements hors opération d'ordre et gestion de la dette, chiffre issu du CA page 430).

Mais comparé aux 154 Millions de l'année 2018, nous pouvons en effet parler d'un effort appréciable.

Pour finir je tiens à parler de l'emploi.

Parce que derrière tous les chiffres il y a des vies en jeu, et pas que des enjeux boursiers.

Et dans une période marquée par une mobilisation sans précédent depuis l'après-guerre, de fonds publics, les plans sociaux qui se multiplient, en pleine crise sanitaire sont inacceptables.

Avant cette crise sanitaire, comme depuis son déclenchement, les logiques en place à la tête de nombreux grands groupes restent les mêmes. La seule préoccupation demeure le profit.

Et à bien des égards la situation inédite que connaît notre pays, représente une opportunité pour engager des restructurations, s'engager dans des optimisations boursières ou renforcer les marges.

Cette logique, c'est : des salariés sacrifiés, des fonds publics siphonnés, des profits préservés.

Partout de nombreux salariés payent cash le coût de cette crise, alors qu'en leur qualité de citoyen ils financent leurs licenciés.

Plus que jamais, nous sommes aux prises avec une nationalisation des pertes et une privatisation des profits.

Le gouvernement affirme que « *lancer des procédures sociales en pleine crise sanitaire pose question, alors que le gouvernement entend préserver les emplois et les savoir-faire* ».

Réponse de la Ministre du Travail Elisabeth Borne à l'interpellation d'un député communiste sur les plans sociaux, dont celui qui frappe Vallourec.

Et pourtant il refuse de conditionner les aides publiques à l'emploi, à l'interdiction des dividendes et des plans sociaux.

Je sais que nous n'avons pas ce pouvoir Monsieur le Président, mais j'appelle cependant à ce que tout ce qui est permis et possible à travers nos procédures de marchés et de commande publique soit mobilisé pour soutenir les entreprises humainement méritantes.

Et pour écarter celles qui se moquent des vies pour préserver leurs profits avec toute l'indécence et la cupidité qu'implique pourtant une telle attitude pour qui prétend vouloir faire société.